Management et investissement socialement responsable

Mohamed Nasser THABET¹

Résumé :

La fonction d'investissement est capitale pour toute entreprise, laquelle est appelée à bien gérer les différentes phases portant sur sa création, son développement et ses possibles conversions pendant la durée de vie.

Cette fonction a fait l'objet de maintes définitions afin de marquer les divers projets de développement aux niveaux micro et macro-économiques, et, par suite, a fait couler beaucoup d'encre en vue d'appréhender la maîtrise du management d'investissement ou de concrétisation et d'exploitation selon plusieurs critères ayant connu une évolution continue, et, de maîtriser les différents risques, permettant, ainsi, de maximiser les gains ou les rendements.

Néanmoins, le phénomène environnemental a contribué à initier de nouveaux critères, de telle sorte que tout investissement public ou privé est désormais inscrit dans la mouvance du développement durable, à savoir l'investissement socialement responsable.

Mots clefs : Investissement socialement responsable, Management ou gestion socialement responsable, Engagement actionnarial, Fonds d'exclusion, Fonds de développement durable.

1 - CONCEPTS ET DEFINITIONS :

En référence aux différentes conceptions des investissements, il est possible de les définir selon les aspects ou visions économique, financière et comptable.

Economiquement, l'investissement est considéré comme l'allocation de ressources disponibles, en vue de réaliser des résultats à travers la durée de vie d'un projet économique, en supportant ou en dépensant une somme ou un capital global par rapport à la somme totale des profits réalisés. (MARGERIN J. & AUSSET G. 1984).

Il est observé que les ressources disponibles sont à comparer avec les richesses potentielles, lesquelles sont appelées à croître dans le temps à mesure des découvertes à faire. De même qu'il est imparti pour l'investisseur de procéder aux dépenses d'investissement de manière rationnelle et optimale, de sorte que son comportement ou que les opérations à mener obéissent à de telles règles ou autres

¹ Docteur d'état en sciences économiques.

normes de régulation aboutissant à minimiser les coûts et à maximiser les résultats.

De plus, faut-il remarquer que tout projet d'investissement se doit d'inscrire les résultats à réaliser dans le cadre du souci de les rendre efficaces économiquement, afin d'assurer la croissance de la productivité, en termes de valeur ajoutée, et, de générer financièrement des gains. La réalisation de ces objectifs sont déterminés par le choix judicieux et la maîtrise de la durée, à la fois, de concrétisation et d'exploitation de l'entité économique, en veillant à minimiser les risques qui pourraient y survenir. (BABUSIAUX D. 1992).

Financièrement, l'investissement est considéré comme une somme de dépenses initiales qui vont générer des flux financiers progressifs et continus, suite à l'exploitation des actifs ou immobilisations à travers leur durée de vie. Le caractère continu des flux (continus input) est corollaire avec la nature de l'investissement comme pour les projets de production ou les opérations en bourse. Par contre, les investissements en bâtiments et infrastructures peuvent connaître des flux liés à leur mise en ventes (point input). (BOUGHABA A. 1998).

Comparativement, la conception comptable de l'investissement signifie l'acquisition ou la création de tout bien meuble ou immeuble, corporel ou incorporel, et, destiné à rester durablement chez l'entreprise.

Par suite, il est possible ou utile de parcourir les natures des projets d'investissements en veillant à faire apparaître les risques qui y sont liés.

Comme investissements de base et indispensables à la croissance économique, et, donc prioritaires, citons ceux visant à remplacer ou à renouveler les capacités de production existantes ayant connu de l'obsolescence, lesquels ont pour but de renouveler les équipements amortis. De tels projets ou opérations sont assez fréquentes et sont considérées comme étant à risques relativement faibles, car portant sur des besoins et des choix faciles à connaître, et, dont les acquis sont réalisables.

Mais, les opérations de renouvellement peuvent être liées ou soutenues par des investissements de modernisation, afin d'aboutir à minimiser les coûts et accroître la productivité ainsi qu'au niveau des

aspects qualitatifs des outputs. Ce sont des opérations de modernisation et d'accroissement de la productivité, donc ayant pour but de soutenir la croissance économique, d'introduire plus de progrès économique, suite à l'introduction de l'innovation technologique. Ce sont, également, des investissements prioritaires et à risques relativement faibles, dont les besoins et les choix ainsi que leur concrétisation, sont à la portée des investisseurs, pourvu que les études de faisabilité soient maîtrisées, à l'instar des projets d'investissements de base.

En plus, des investissements déjà cités, il y en a qui sont, également, indispensables à la croissance économique, mais, dans une vision de long terme. Lesquels sont du type de recherche et de développement (R & D) ou du type de lancement de nouveaux produits, et, liés, ainsi, à des risques plus ou moins élevés. Néanmoins, de tels projets ont pour but d'améliorer les produits existants en faisant des recherches appliquées pour les innover, tout en réalisant des gains de productivité et en minimisant les coûts.

Ces investissements permettent aux entreprises d'acquérir un pouvoir concurrentiel et un positionnement plus solide au niveau des marchés. A noter que de telles opérations sont soutenues par des dépenses apparemment courantes et normales, mais qui prennent de l'importance avec le temps, telles que les charges de publicité et autres commerciales visant à accroître les ventes et à améliorer l'image de marque de l'entreprise, ou du moins à la faire connaître ainsi que ses produits et son label en période de démarrage.

Parmi les investissements à citer ayant des risques élevés, il y a lieu de parler des projets d'expansion ou de capacités, de concentration et de conglomérat, matérialisant les opérations d'absorption, de fusion ou de partenariat global ou partiel, aboutissant à la constitution de holdings. De tels projets s'inscrivent dans le cadre des investissements stratégiques favorisant des intégrations verticales ou horizontales au niveau micro-économique.

Citons, par ailleurs, les investissements au niveau macro-économique, lesquels sont stratégiques et à caractère public ou collectif, visant à maximiser l'intérêt général, tels que les projets d'infrastructures. A comparer de tels investissements avec ceux visant la formation, la remise à niveau ou recyclage et la promotion des ressources humaines aux niveaux macro et micro-économiques, à l'instar des projets à caractère socio-culturel ou ceux contribuant à

améliorer les niveaux de vie, tels les " consommations du développement".

2 - FORMES D'INVESTISSEMENTS SOCIALEMENT RESPONSABLES :

Les investissements socialement responsables (ISR) peuvent prendre les formes suivantes :

- L'engagement actionnarial ,
- Les fonds d'exclusion,
- Les fonds socialement responsables ou de développement durable.

L'engagement actionnarial :

Pour cela, les entreprises s'engagent à offrir aux investisseurs, une politique de responsabilité sociale (PRS) ouvrant les voies et moyens manifestant un dialogue direct, d'abord. En effet, elles sont tenues de permettre aux investisseurs réels et potentiels, les opportunités d'ouvrir avec eux toutes les discussions menant vers la compréhension et la sensibilisation de part et d'autre. C'est la conduite managériale qui permettrait à établir un cadre cohérent entre l'entité économique et ses partenaires associés présents ou dans le futur, en vue d'échanger les informations utiles à mettre en œuvre les volontés de contribuer à réaliser les investissements adéquats, performants et crédibles, visant à leur concrétisation et/ou leur extension. De plus, il est indispensable à ce que ce dialogue soit fructueux et soutenu, par les moyens que chaque entreprise est appelée à mettre à disposition, en vue de mener à bien le processus de concertation avec ses associés ou actionnaires. Lesquels s'attendent à trouver un environnement propice à leurs contributions propres. Aussi, l'espace où évolueront les choix des investisseurs présents, et, surtout, potentiels ou "virtuels", n'est plus exercé dans le processus de sélection des titres du portefeuille, mais, dans la relation avec les sociétés qui le composent...

Par ailleurs, l'engagement actionnarial est appelé à se manifester par l'exercice des droits de vote en assemblées générales. En effet, c'est une autre garantie de fond et de forme, sans laquelle l'entreprise ou société risque d'apparaître comme entité monopolistique, s'accaparant les prises de décisions par le biais du staff managérial. Aussi, toute PRS vise à approfondir et à garantir les conditions de l'exercice de la

“démocratie concurrentielle”, par suite le management devient socialement responsable (MSR), par l’élargissement et la garantie des droits de vote en assemblées générales, lieux privilégiés pour établir un système cohérent entre la société et ses partenaires.

De telles opportunités de PRS méritent d’être offertes par l’entreprise, plutôt que d’être exigées par les actionnaires. Ainsi, des relations de cohérence sont tissées ou établies, sans toutefois, ouvrir la voix à la pression exercée dans les rapports avec les directions générale et opérationnelles.

Les fonds d’exclusion:

La PRS peut connaître de l’extension en termes d’engagements de la part des entreprises au niveau de leur politique générale et, par suite, par les biais des politiques spécifiques ou d’exécution, introduisant, comme critères de décisions, des valeurs éthiques ou morales. Notons, ainsi, que les pays anglo-saxons excluent, ou ont tendance à le faire, à savoir relativement, des secteurs exprimant des cas de désinvestissement entraînant des surcoûts, et, par suite, des déséconomies, comme les projets des secteurs de jeu, de tabac, d’armement, etc... Il est bien entendu clair, que ces secteurs pourraient être élargis aux activités tenant à l’alcoolisme, la drogue, la traite ou l’exploitation des femmes, des enfants, voire des hommes, ou toutes sortes d’activités avilissant l’humanité directement ou indirectement, et, tissant les secteurs informels contraires aux lois religieuses ou morales, voire civilisationnelles. Il est possible d’envisager, aussi, comme activités nocives, ou activités considérées comme rédhibitoires, celles ouvrant les voies à l’expérimentation sur les animaux, conduisant à leur dénaturation ou leur destruction inutile, à savoir sans maximiser des avantages pour la sauvegarde de l’humanité. Il en est de même, pour les activités favorisant et soutenant les dictatures de toutes sortes, exploitant des ethnies, des catégories de populations, voire des peuples.

En somme, il est plus économique et socialement responsable de transformer ces manques à gagner vers des opportunités plus bénéfiques à l’entreprise et ses partenaires, à l’économie et à la société dans leur ensemble, voire à l’humanité.

Ainsi, les investisseurs ont tendance à se démarquer des opportunités d’entreprises exerçant les activités contraires à leurs convictions, et, par suite, elles sont exclues des portefeuilles.

A titre comparatif, la vision de l'école de l'Islam interdit de telles activités nocives, et, en l'occurrence, les banques islamiques s'inscrivent dans le processus d'investissements socialement responsables. (ABDELHALIM OMAR M. 2005).

Car, d'abord, ce sont des activités qui nuisent aux ressources humaines dans la mesure où elles influencent négativement leurs capacités physiques, intellectuelles et morales, en les diminuant et en les altérant. D'où, des baisses de leur productivité matérialisées par des manques à gagner dans la production et des malfaçons au niveau des produits qui seront difficiles à écouler. Pour cela, cette école veille à sauvegarder les ressources humaines aux plans de leurs capacités et motivations religieuses ou morales, leurs mises à niveaux par les biais des formations, éducations et recyclages, la sauvegarde de leurs santé et préserver la garantie de leurs sécurité et assurance, etc..., en somme, tout ce qui à trait à la constitution des capacités de travail au niveau de l'entreprise, ainsi que leur développement numérique et qualitatif.

Ensuite, l'apport de cette école est manifesté par la nécessité de concourir, matériellement, à la réalisation des objectifs précédents, permettant aux ressources humaines d'apporter à leur tour et efficacement, leurs concours pour parfaire le management d'investissement et d'exploitation, générant une maîtrise du choix des phases du projet et une croissance de la productivité globale de l'entreprise elle-même.

Les fonds de développement durable :

Ces fonds sont basés sur les concours des acteurs ou partenaires suivants :

D'abord, le ou les entreprises, ou d'autres émetteurs des titres composant les portefeuilles ;

Ensuite, le gérant de fonds, en l'occurrence, la société qui construit ou monte et gère un portefeuille pour le compte des investisseurs éventuels ;

Puis, le fournisseur d'informations spécialisées sur la responsabilité des entreprises, comme les agences de notation, voire, une équipe interne à la société de gestion ;

Enfin, le ou les investisseurs, qu'ils soient institutionnels ou particuliers.

Ce sont des fonds socialement responsables parce qu'ils intègrent les critères sociaux et environnementaux, à l'instar de ceux financiers, comme facteurs ou normes d'évaluation de l'entreprise, en l'occurrence cotée en bourse. En effet, l'investissement socialement responsable (ISR) est basé sur cette intégration des critères extra-financiers dans les décisions de création de projets, de placements et de gestion de portefeuilles. De plus, il est important de signaler ou souligner que l'importance de l'ISR et son développement, sont dus à ce que des agents financiers aient acquis la conviction que la prise en compte des critères sociaux et environnementaux permet de mieux identifier les entreprises performantes à moyen et long terme. Dans de tels cas, y a-t-il contradiction avec la performance financière à court terme ?

A priori, le rendement des investissements socialement responsables, ou "profit solidaire" est un rendement inférieur au marché. Cependant, à l'observation, des placements ISR ne paraissent pas afficher des performances moindres par rapport aux autres opportunités véhiculant des investissements.

Par ailleurs, vu que les stratégies de choix en termes de développement durable accordent aux ISR un caractère temporel long, alors, les acteurs auront la volonté et la latitude ou possibilité afin d'exprimer au mieux leurs préférences sur les marchés quant à l'horizon de placements, d'aversion ou de goût pour le risque.

D'autre part, selon la vision du "sustainable management", il y a lieu d'évoquer un lien complémentaire ou intégré entre la gestion socialement responsable (GSR) et la performance financière. En effet, cette imbrication est basée ou établie grâce à la nécessité d'intégrer les indices éthiques dont les fondements s'inscrivent dans le processus de formation des valeurs d'une société, somme d'individus, et, une économie liée aux rôles des agents économiques, dont les acteurs des ISR. Lequel processus peut s'apparenter à une "rétropolation" ou rétrospective donnant l'historique des données et leur analyse crédible.

D'où, il y a lieu de tirer les conclusions suivantes :

D'abord, en comparant les indices de références "classiques" à ceux d'obédience éthique, il est observé des différences ou écarts de performance, lesquels sont dus à des biais ou causes de nature

différente, tels que la taille des capitalisations, le positionnement sectoriel ou par branche et géographique, etc...

De plus, contrairement à l'analyse financière traditionnelle, ne couvrant pas les critères de développement durable, ces derniers sont à même d'appréhender et d'évaluer les opportunités à long terme et les risques y afférant. Par suite, les financiers qui basent leurs stratégies selon ou sur une vision RSE, pourront atteindre les objectifs performants tels que la gestion rigoureuse des risques afin de les prévenir et de les éviter ou de minimiser leur impact, d'où une capacité permettant l'anticipation des contraintes, la minimisation des coûts et prix de revient, une capacité accrue d'innovation, un meilleur management des ressources humaines, un renforcement meilleur de leur image, l'avantage de marché, etc..., en somme, autant de critères faisant gagner à l'entreprise une plus grande réputation chez ses "publics" ou partenaires, tels que les actionnaires, les salariés, les clients et d'autres (partenaires), laquelle est basée ou induite par la confiance, la fidélité et les motivations de ces partenaires.

Aussi, comme le comportement sociétal a un impact sur la perception de la réputation, celle-ci, à son tour, à un impact sur la performance économique (valeur ajoutée) et financière (rentabilité) d'une entreprise. Ainsi, le "goodwill" se trouve affecté à terme par la réputation, comme l'un des critères de la bonne gouvernance de l'entreprise, tenant au développement durable. D'où, la nécessité et l'importance de l'intégrer au sein du système d'évaluation et de "notation" des entreprises et des opportunités d'investissements et de placements.

De plus, faut-il signaler que la réputation est fortement liée à plusieurs facteurs économiques, financiers, socio-culturels, en somme civilisationnels, prenant en considération le contexte culturel et la morale ou la religion de l'époque étudiée.

De tels critères RSE et d'autres similaires, basés sur la problématique développée par les tenants du développement durable, ont permis aux sociétés de gestion d'actifs financiers, qui construisent des fonds ISR de considérer la prise en compte de tels critères "sociétaux", dans la composition de leur portefeuilles, à même de contribuer à identifier des opportunités d'entreprises à terme plus performantes, et, de constituer des facteurs favorables pour leurs cours en bourse. Il est possible de remarquer que de telles opportunités de développement pourront s'étendre à des marchés nouveaux localement ou à l'extérieur, dans de nouveaux pays.

En somme, la GSR constitue une authentique source de performance financière, en mettant en valeur la plus-value d'une démarche ou opportunité RSE, et, par conséquent, une valeur ajoutée signifiant la performance économique, appelée à être soutenue par des résultats crédibles aux plans social et environnemental.

Enfin, dans le futur, la mesure de la pertinence de la GSR pourra être déterminée et analysée à travers la relation entre la " qualité du stock picking (optimum) " et la performance des valeurs sélectionnées.

De tels critères méritent d'être spécifiés ci-après :

Les critères "financiers" sont pris en compte à l'instar de toute entité économique, visant à parfaire son management d'investissement et d'exploitation, et, sauvegarder son positionnement dans le marché, en l'occurrence, vis-à-vis ou comparativement aux concurrents, comme l'obtention de plusieurs contrats ou marchés, notamment, auprès des pouvoirs publics, lesquels incluent de plus en plus des exigences sociales, environnementales et économiques dans leurs cahiers des charges.

En effet, une politique RSE de l'entreprise au service de la clientèle, est à même d'améliorer et d'optimiser sa performance financière. Par suite, si l'entreprise est perçue comme menant une gestion responsable avec ses partenaires ou parties prenantes, alors, elle a tendance à pouvoir bénéficier d'un " avantage du marché " et de le maximiser, notamment par rapport aux concurrents. Lequel avantage est manifesté, d'abord, par un positionnement de l'entreprise avec de nouveaux critères de différenciation..., d'où, augmentation de la valeur perçue de la marque.

Pour cela, l'entreprise est appelée à savoir communiquer pour faire valoir ou prévaloir ses actions de développement durable, tout en veillant à éviter les risques les compromettant, en l'occurrence, citons l'incohérence entre de telles actions responsables et le secteur d'activité qui lui est propre. Ensuite, elle est appelée à veiller à ne pas réduire la politique marketing type RSE à une communication responsable de crise.

Ainsi, l'entreprise ayant un comportement socialement responsable, a tendance à prendre en compte les risques sociaux et environnementaux, en construisant une bonne réputation par le choix et le développement d'une activité philanthropique, l'élargissement de

la diversité et adopter une véritable politique RSE envers la communauté locale au sein de l'environnement.

A titre d'exemple, citons l'opportunité pour l'entreprise de développer des produits et services spécifiques et caractérisés par l'impossibilité de générer de la pollution, l'adoption de critères sociaux et environnementaux lors des réponses faites aux appels d'offre.

En effet, de tels objectifs de marketing RSE s'expriment lors de leur réalisation, en termes de satisfaction de la clientèle. Ainsi, les clients seront de plus en plus satisfaits, suite à l'amélioration de plusieurs facteurs y concourant, tels que les améliorations des biens et services, du " contact et expérience " et de la baisse des prix, etc...

Par ailleurs, l'entreprise a intérêt à approfondir la politique de communication responsable en adoptant une méthode ou approche de " consultation " de ses partenaires ou " stakeholders ", pouvant prendre comme types, celles d'approcher un échantillon de consommateurs, de mener une enquête périodique auprès de son personnel, d'organiser des " stakeholder sessions " périodiques et régulières, envers, par exemple, les représentants de la société civile, enfin, initier des recherches et des études sur des thèmes bien précis,...

La politique RSE d'une entreprise adoptant un management et un marketing adéquats, mérite d'être couronnée par l'instauration d'un système d'audit interne, vérifiant que les problématiques sociétales auxquelles l'entreprise est confrontée, sont prises en charge et finalisées ou menées à bien, avec l'apport d'un audit externe afin de prouver l'exactitude des données et informations.

A titre comparatif, il est possible, voire, indispensable d'établir la comparaison entre les multinationales cotées, fortement incitées à adopter une politique de responsabilité sociale, leur donnant l'avantage de creuser l'écart, d'avec celles non cotées et des petites et moyennes entreprises (PME), peinant à intégrer cette dimension alors que leurs poids économique est déterminant.

Par ailleurs, l'ISR commence à imprégner progressivement l'ensemble de la gestion financière, d'une part, et, fait évoluer l'analyse financière, d'autre part. Aussi, la communauté financière élargit sa gamme ou panoplie de critères, citons en l'occurrence : le gouvernement (ou la gouvernance) d'entreprise, la gestion du risque environnemental, etc...

En somme, la combinaison ou le croisement des critères financiers spécifiquement, voire économiques, globalement, avec ceux sociaux et environnementaux, est à même de permettre aux investisseurs actuels et potentiels, de repérer et sélectionner les entreprises ou projets socialement responsables ou performants selon la vision du développement durable.

A partir de ce cadre général, les décideurs d'ISR, sont appelés à établir un système d'évaluation et de sélection, couvrant les composantes et étapes suivantes, nonobstant les méthodes et leurs critères spécifiques d'évaluation. Aussi, notons :

La constitution des référentiels (critères de référence) détaillés, tout en spécifiant que certains des critères peuvent être privilégiés et peser davantage dans le choix des sociétés retenues....

L'adoption d'une méthodologie à même de permettre le recueil des informations (banque de données), et, les comparaisons entre les entreprises d'un même secteur d'activité.

Ainsi, de telles approches différentes apparemment, mais, appelées à être combinées, ont permis aux investisseurs d'introduire les placements éthiques, en l'occurrence, citons des catégories de produits financiers solidaires tels que :

Les fonds de partage qui consistent à rétrocéder une part des bénéfices générés par le fonds de partage à des associations caritatives ou des Organisations non gouvernementales (ONG),

Les produits financiers solidaires qui constituent des produits d'épargne destinés à financer des projets d'économie solidaire. En l'occurrence, citons l'exemple des ISR répondant aux attentes des clients de l'épargne – retraite, pour lesquels des SICAV sont constituées, afin de défendre ou sauvegarder leurs intérêts et de leur permettre d'épargner dans le long terme.

A titre comparatif, l'économie islamique est basée, entre autres, sur de tels projets d'économie solidaire, par les biais des Fonds de la Zakat et des Waqfs (Awqafs). En effet, des projets de petites entreprises, voire de type artisanal ou miniaturisé, sont créés au bénéfice des gens nécessiteux ou dans le besoin afin de les drainer de cette couche vers une autre plus productive, et ce par le biais de l'allocation d'une quote-part des recettes de la Zakat, de l'orientation des biens waqfs, des concours financiers (crédits bénévoles ou non lucratifs, prêts ou avances du type " Salam ") et technico-économiques (études de faisabilité des projets ou équipements,

concours en management) dont la prise en charge est le fait des banques islamiques.

En conclusion, il y a lieu de soulever les observations suivantes :

D'abord, la notion d'investissement ne doit plus être limitée à des visions confinées dans des spécialités relevant de parties prenantes et d'intérêts séparés.

Ensuite, l'orientation de cette fonction vers la prise en compte de multicritères temporels, à risques plus ou moins élevés et probables, voire afin de couvrir les différents phénomènes endogènes ou exogènes, mérite d'être soutenue dans le but de maximiser les avantages et de minimiser les risques.

Enfin, l'extension du management d'investissement et d'exploitation pour être " socialement responsable " ou de développement durable, est à même d'être considéré aux différents plans micro et macro-économiques, voire supra national ou mondial.

Bibliographie sommaire :

- 1 – Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).
- 2 – Margerin J. & Auset G. (1984). " Choix des investissements, présélection, choix-contrôle", Les Editions d'Organisation, Paris, France.
- 3 – Babusiaux D. (1992). " Décision d'investissement et calcul économique dans l'entreprise ", Economica, Editions Technip, Paris, France.
- 4 – Boughaba A. (1998). " Analyse et évaluation de projets ", Edition Berti, Alger, Algérie.
- 5 – Développement durable et stratégie d'entreprise _ Typologie des stratégies RSE des entreprises, Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE), France et Europe, FEDERE 2004.
- 6 – Abdelhalim Omar M. (2005). " Les institutions financières islamiques, comme modèle contemporain de la réussite du management environnemental dans une perspective islamique ", Centre " Salah Kamel " de l'Economie islamique, Le Caire, Egypte.